



PAR COURRIEL

Le 29 mai 2024

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision

V/Réf. : frais de renouvellement de leur permis de conduire ou de leur immatriculation

N/Réf. : BSM-2024-004100

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 14 mai 2024, laquelle se lit comme suit :

[...] je désire obtenir les renseignements suivants :

- Nombre total de plaidoyers de non-culpabilité à un constat d'infraction pour avoir omis de payer les frais de renouvellement de leur permis de conduire ou leur immatriculation, ventilés par année, pour 2021, 2022, 2023 et 2024 (janvier à avril inclusivement).
- Nombre total de constats d'infraction retirés à la suite d'un plaidoyer de non-culpabilité à un constat d'avoir omis de payer les frais de renouvellement d'un permis de conduire ou d'une immatriculation pour 2021, 2022, 2023 et 2024 (janvier à avril inclusivement). [...]

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. Vous trouverez ci-joint les statistiques demandées.

...2

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

1. Nombre total de plaidoyers de non-culpabilité transmis suivant un constat d’infraction signifié en vertu de l’article 93.1 du Code de la sécurité routière

Année	Nb
2021	204
2022	195
2023	95
2024*	20
Total	514

Nombre total de plaidoyers de non-culpabilité transmis suivant un constat d’infraction signifié en vertu de l’article 31.1 du Code de la sécurité routière

Année	Nb
2021	313
2022	255
2023	137
2024*	19
Total	724

2. Nombre total de constats d’infraction signifiés transmis à la Cour du Québec à la suite d’un plaidoyer de non-culpabilité pour une infraction à l’article 93.1 du Code de la sécurité routière et qui ont fait l’objet d’un retrait, d’un acquittement, d’une annulation ou d’un arrêt de procédure (par la poursuite ou Nolle prosequi)

Année	Nb
2021	23
2022	33
2023	1
2024*	0
Total	57

Nombre total de constats d’infraction signifiés transmis à la Cour du Québec à la suite d’un plaidoyer de non-culpabilité pour une infraction à l’article 31.1 du Code de la sécurité routière et qui ont fait l’objet d’un retrait, d’un acquittement, d’une annulation ou d’un arrêt de procédure (par la poursuite ou Nolle prosequi)

Année	Nb
2021	55
2022	39
2023	6
2024*	0
Total	100

*Les données de 2024 sont partielles (janvier à avril).

Date de l'extraction : 17 mai 2024.
Source : Système de gestion des infractions et de perception des amendes